

WE.CONNECT SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

ISH Audit Conseil
198 avenue Victor Hugo
75116 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

WE.CONNECT SA
3, Avenue Hoche
75008 PARIS

A l'assemblée générale de la société WE. CONNECT SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ,nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société WE.CONNECT SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, , nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes,notamment pour ce qui concerne l'évaluation des écarts d'acquisition, l'évaluation des stocks, l'appréciation du caractère recouvrable des créances clients et la comptabilisation de la fiscalité latente.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29/04/2019.

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Matthieu Moussy

ISH Audit



Jonathan Cabessa



WE CONNECT

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 14.314.070,96 EUROS

SIEGE SOCIAL

3 AVENUE HOCHÉ 75008 - PARIS

**COMPTES CONSOLIDES
DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2018**

SOMMAIRE

	Page
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	2
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE.....	3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	5
NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L’INFORMATION FINANCIERE.....	6
NOTE 2 – INFORMATION SUR L’ACTIVITE.....	10
NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DES EXERCICE 2016 ET 2015.....	10
NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES.....	11
NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	11
NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	11
NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE.....	16
NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS.....	22

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Compte de résultat consolidé (en €)	31/12/2018 (12 mois)	31/12/2017 (12 mois)	Notes
Ventes de marchandises	122 035 032	93 677 634	
Total chiffre d'affaires	122 035 032	93 677 634	6.1
Autres produits et subventions d'exploitation	100 888	100 482	
Transferts de charges	51 490	205 161	
Total produits d'exploitation	122 187 410	93 983 277	6.1
Achats et frais accessoires	(108 840 673)	(82 479 043)	6.2
Marge brute	13 346 738	11 504 234	
Services extérieurs, fournitures et consommables	(2 823 047)	(2 906 118)	6.3
Impôts et taxes	(478 647)	(586 985)	6.4
Frais de personnel	(4 090 684)	(3 334 266)	6.5
Autres charges	(506 344)	(57 216)	
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA)	5 448 016	4 619 649	
Dotation nette aux amortissements et provisions	(527 563)	(650 452)	6.6
Résultat d'exploitation (EBIT)	4 920 453	3 969 196	
Résultat financier	100 072	430 491	6.7
Résultat courant	5 020 524	4 399 687	
Resultat exceptionnel	(356 850)	768 037	6.8
Impôts sur les sociétés	(322 521)	(533 972)	6.9
Résultat net	4 341 153	4 633 753	
<i>dont part du groupe</i>	<i>4 341 153</i>	<i>4 641 131</i>	
<i>dont intérêts minoritaires</i>		<i>(7 378)</i>	

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Bilan Consolidé (en €)	31/12/2018 (12 mois)	31/12/2017 (12 mois)	Notes
Immobilisations incorporelles nettes	2 203 125	1 960 547	7.1
Immobilisations corporelles nettes	441 067	679 630	7.2
Prêts et autres immobilisations financières	4 482 512	3 543 353	7.3
Actifs immobilisés	7 126 704	6 183 530	
Stocks nets	27 021 693	20 177 894	7.4
Avances et acomptes versés sur commandes	189 770	675 677	7.5
Créances clients nettes	28 614 700	21 658 910	7.6
Autres débiteurs	8 172 982	3 211 260	7.7
Valeurs mobilières de placement	4 109 207	5 418 968	7.8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 779 969	17 729 475	7.8
Actifs circulants	83 888 321	68 872 184	
TOTAL ACTIF	91 015 025	75 055 714	
Capital social ou individuel	14 314 071	14 314 071	7.9
Primes	945 723	945 723	
Réserves consolidés	3 623 236	(319 960)	7.10
Réserve de conversion	(306 444)	(28 496)	
Résultat net	4 341 153	4 633 753	
Intérêts minoritaires sur réserves	(8 391)	(8 563)	7.11
Capitaux propres	22 909 349	19 536 528	
Provisions pour risques et charges	2 978 857	3 622 082	7.12
Dettes auprès des établissements de crédit	14 065 099	15 005 446	7.13
Dettes fournisseurs	46 069 289	32 992 668	7.14
Dettes fiscales et sociales	2 279 810	1 967 772	7.15
Autres dettes	2 712 621	1 931 219	7.16
TOTAL PASSIF	91 015 025	75 055 714	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en €)	31/12/2018 (12 mois)	31/12/2017 (12 mois)
Résultat net total consolidé	4 341 153	4 633 753
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	(2 102 586)	188 531
- Variation des impôts différés	(42 214)	(8 001)
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(7 930)	(23 536)
- Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation nette des actifs et des passifs courants	(4 541 545)	85 488
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 353 122)	4 876 235
Acquisitions d'immobilisations	1 190 970	(4 344 204)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	178 340	103 566
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	415 512
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	1 369 310	(3 825 126)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(683 347)	(354 785)
Variation de la réserve de conversion	(277 948)	(7 670)
Augmentation de capital, ou autres fonds propres	0	0
Diminution de capital, ou autres fonds propres	0	0
Comptes courants d'associés	633 623	(765 202)
Emissions d'emprunts	3 000 000	10 000 000
Remboursement d'emprunt	(3 940 347)	(2 071 628)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 268 019)	6 800 715
Flux net de trésorerie de l'exercice	(2 251 831)	7 851 824
Trésorerie nette à l'ouverture	17 696 365	9 844 541
Trésorerie nette à la clôture	15 444 534	17 696 365
Variation de la trésorerie nette	(2 251 831)	7 851 824

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

La variation des capitaux propres sur l'année 2018 peut se présenter de la manière suivante :

Variation des capitaux propres consolidés (en €)						
	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 déc. 2016 We.Connect	14 273 277	945 723	323 074	15 542 074	26 326	15 510 367
Résultat net 2017			4 641 131	4 641 131	(7 377)	4 633 754
Réserve de conversion			(28 496)	(28 496)		(28 496)
Versement de dividendes			(354 786)	(354 786)		(354 786)
Augmentation de capital	40 794		(40 794)			
Variation de périmètre			(251 823)	(251 823)	(27 512)	(224 311)
Capitaux propres clôture 31 déc. 2017 We.Connect	14 314 071	945 723	4 288 306	19 548 100	(8 563)	19 536 528
Résultat net 2018			4 341 153	4 341 153		4 341 153
Réserve de conversion			(306 444)	(306 444)		(306 444)
Versement de dividendes			(683 347)	(683 347)		(683 347)
Augmentation de capital						
Variation de périmètre			21 631	21 631	172	21 459
Capitaux propres clôture 31 déc. 2018 We.Connect	14 314 071	945 723	7 661 299	22 921 093	(8 391)	22 909 349

NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION FINANCIERE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-05, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 2014-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Suite à la nouvelle réglementation ANC 2015-05 du 2 juillet 2015, le résultat de change peut être enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Il est ainsi prévu d'enregistrer en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le risque de change sur ces éléments est en effet lié à l'exploitation au titre par exemple, que les dépréciations de créances commerciales déjà enregistrées en résultat d'exploitation. A cet effet, un sous-compte de la classe 65 (autres charges de gestion courante) et son équivalent en classe 75 ont été créés.

Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (emprunt bancaire en devise, liquidités en devises).

Les chiffres présentés dans ce document sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES**1.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant qu'intérêts minoritaires.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Au 31 décembre 2018, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

1.2 Monnaies étrangères et écart de conversion

Le Groupe exerce son activité dans la zone Euro et depuis l'exercice 2012 également à Hong Kong par l'intermédiaire de sa filiale MGF Hong Kong. Le groupe utilise la méthode du cours de clôture pour convertir les comptes de cette filiale. La conversion des comptes s'effectue de la manière suivante :

- Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés sont portés, pour la part revenant au groupe, dans ses capitaux propres au poste « Réserves de conversion ».

Les transactions en monnaie étrangères, sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle (Euro) en utilisant le cours de change au jour de la transaction. Conformément au Règlement 99-02, les différences de conversion des dettes et créances à la clôture sont inscrites directement au compte de résultat, sauf en cas de couverture de change.

1.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires regroupe essentiellement les ventes de matériel informatique.

Ce chiffre d'affaires représente les ventes de biens et services effectuées dans le cadre de l'activité normale et principale du Groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Le transfert de propriété se produit lors de la livraison du bien qui, en règle générale, correspond à la facturation. Les ventes sont donc enregistrées au vu des factures, une régularisation étant éventuellement effectuée à la clôture de l'exercice pour tenir compte d'un décalage entre facturation et livraison.

Les acomptes versés par les clients ne donnent lieu à aucune constatation de la vente et sont enregistrés dans le compte client concerné.

1.4 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au Groupe. Tous les autres contrats sont classés en location simple. Le Groupe n'est pas bailleur dans le cadre de contrat de location sur les périodes présentées.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location-financement lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

1.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement issues de la reprise au tribunal de commerce de la société Unika Computer via la création de la société Unika Multimédia, de l'acquisition des titres des filiales D2 Diffusion, PCA France, Halterrego et Acheternet ainsi que des opérations décrites dans la « Note 3 ». Elles sont composées respectivement de deux fonds de commerce et de quatre écarts d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles (principalement des licences informatiques) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Ecart d'acquisition	non amorti
Fonds de commerce	non amorti
Logiciels	1-2 ans
Concessions et droits similaires	1-2 ans

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées et la quote-part du Groupe dans leur actif net évalué à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition comptabilisés à l'actif du bilan consolidé sont soumis à un test annuel de dépréciation.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

1.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Terrain	non amorti
Bâtiment	20 ans
Agencements et installations	8 ans
Matériel de transport	2-3 ans
Matériel de bureau et informatique	2-3 ans
Matériel et outillage	5 ans

La méthode d'amortissement retenue est celle de l'amortissement linéaire, quelle que soit la nature des immobilisations.

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique résultat exceptionnel du compte de résultat.

1.7 Prêts et autres immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés consolidées sont annulés. En effet, sont substitués à ces titres les actifs et passifs des sociétés concernées.

Les prêts et autres immobilisations financières représentent essentiellement des prêts et des dépôts et cautionnements. Les autres prêts sont des prêts effectués à des salariés du groupe.

1.8 Stocks de marchandises

Les marchandises sont évaluées selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP).

Les marchandises sont dépréciées selon leur nature (famille de produits) selon qu'elles ont fait l'objet d'une consommation et/ou d'un approvisionnement, selon la génération de produit sur laquelle elles rapportent et sur la base des consommations futures estimées. Ainsi, le taux de dépréciation pourra varier de 0% à 100%.

1.9 Avances et acomptes versés sur commandes

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

1.10 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont valorisés à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale ; la valeur probable de réalisation étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'exercice de procédures judiciaires ou contentieuses.

Une assurance-crédit a été souscrite auprès d'Atradius sur la filiale MGF pour couvrir les clients devenus douteux. L'indemnité reversée par Atradius varie de 75% à 50% du montant TTC de la créance, selon que les clients sont considérés comme dénommés, non dénommés ou surveillés. Les remboursements effectués par l'assurance dans le cadre de ce contrat sont inscrits en transfert de charges dans les « Autres produits » (Note 7.1).

1.11 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres de placement

Ce poste comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes-courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles. Il est à noter que ces placements à court terme supportent néanmoins un risque important de changement de valeur (actions de sociétés cotées en bourse).

Ces actifs sont valorisés à valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

1.12 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

1.13 Engagements de départ à la retraite

Selon la recommandation ANC n° 2013-02, les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 salariés ne sont pas tenues d'appliquer la méthode actuarielle prévue par cette recommandation. Ils sont établis statistiquement sur la base des obligations des conventions collectives applicables et pondérée en fonction de l'âge, de l'ancienneté, du salaire, du statut cadre ou non-cadre, du sexe, des tables de mortalité fournies par l'INSEE ainsi qu'un certain nombre d'hypothèses telles que la probabilité de présence à l'âge de la retraite.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

Paramètres	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Age de départ à la retraite	65 ans (à l'initiative du salarié)	
Taux d'actualisation net	1,49%	1,49%
Progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	40%	40%
Turnover :	5% pour la tranche 20/39 ans, 3% pour les 40/49 ans et 1% après 50 ans	

1.14 Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales. Les autres dettes correspondent principalement à des clients crédateurs.

1.15 Risque de change

Les opérations des filiales du Groupe sont essentiellement effectuées en Euro, hormis certaines opérations d'achats et de ventes de marchandises faites en dollar US, notamment les achats en provenance d'Asie effectués par la filiale MGF Hong Kong.

1.16 Résultat exceptionnel

Les charges et produits composant le résultat exceptionnel correspondent à des transactions dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise.

NOTE 2 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE

Le Groupe WE.CONNECT (ci-après « le Groupe ») est un groupe spécialisé dans la distribution de matériels informatiques (tablettes et ordinateurs portables) de marques de grands fabricants ainsi que dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la distribution de matériels et de produits informatiques (ordinateurs, moniteurs et produits multimédia), périphériques et électroniques des produits de stockage (disques durs externes, clés USB, souris, etc.), des accessoires vendus sous les marques « Rivertech », « Gamium », « We Digital », « Unika » et « Unika Pro ».

La commercialisation des produits est assurée au travers des grandes surfaces spécialisées et des grandes et moyennes surfaces et des revendeurs informatiques et par le biais d'Internet.

Le Groupe WE .CONNECT a créé en 2012 la société MGF Hong Kong (détenue à 100%) qui a vocation à gérer les achats du groupe sur le marché asiatique. Le Groupe WE.CONNECT exerce sur cette filiale un contrôle exclusif. Cette société est consolidée en intégration globale (Note 6).

La société WE.CONNECT, société consolidante, est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé 3 Avenue Hoche - 75008 PARIS

Le capital social de la société WE.CONNECT est composé de 2.736.922 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune au 31 décembre 2018 pour un total de 14.314.070,96 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice 2018 ont été arrêtés par le conseil d'administration.

NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2018 ET RAPPEL DES EVENEMENTS INTERVENUS EN 2015

La société Halterrego, détenue à 100% par la société PCA France, a été dissoute sans liquidation au profit de la société PCA France en date du 31/07/2018, avec un effet fiscal rétroactif au 01/01/2018.

Par ailleurs, il convient de noter qu'au cours de l'exercice 2015 :

Au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA, les associés de chacune des sociétés ont approuvé la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE (devenue WE.CONNECT).

La fusion entre les sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA a consisté en une fusion-absorption de la société GROUPE UNIKA par la société TECHNILINE avec une parité d'échange fixée à 1 action de GROUPE UNIKA contre 601 actions de TECHNILINE.

Compte tenu de la parité d'échange et de l'actif net apporté par la société GROUPE UNIKA, la libération de l'augmentation de capital de la société TECHNILINE a imposé, juridiquement, que les apports de la société GROUPE UNIKA soient effectués pour leur valeur réelle (réévaluation d'un montant de 15,6 m€).

D'un point de vue comptable, en revanche, la fusion est analysée comme une acquisition inversée de la société TECHNILINE par la société GROUPE UNIKA. En effet, la société TECHNILINE a émis en rémunération de cette prise de contrôle suffisamment de ses propres actions pour permettre aux anciens actionnaires de la société GROUPE UNIKA de prendre le contrôle de son propre capital. Ceci a conduit à identifier la société GROUPE UNIKA comme étant l'acquéreur (au sens comptable).

Dans la mesure où l'acquisition est qualifiée d'acquisition inversée, c'est le bilan de l'entreprise juridiquement acquéreuse (TECHNILINE) qui fait l'objet, dans les comptes consolidés, d'une réévaluation des actifs et passifs à la juste valeur. Cette entreprise étant considérée comme l'acquéreur. C'est sur cette base qu'est déterminé l'écart d'acquisition par la société réputée comme étant économiquement l'acquéreur. En conséquence, un écart d'acquisition de 1,7 m€ figure au bilan consolidé de TECHNILINE au 31 décembre 2015.

Ainsi, dans les comptes consolidés, les actifs et les passifs de GROUPE UNIKA n'ont pas eu à être réévalués à la juste valeur à la date d'acquisition et il a fallu annuler les effets de la fusion constatée en valeur réelle dans les comptes annuels de TECHNILINE. Cette annulation a eu pour effet de rendre les réserves consolidées négatives de 6,2 m€. Toutefois, les capitaux propres restent positifs de 12,0 m€.

Par ailleurs, un Conseil d'administration en date du 17 décembre 2015 prend acte que, compte tenu de la réalisation définitive de la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE, le changement de dénomination sociale de TECHNILINE en WE.CONNECT, tel qu'adopté à la 31ème résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 juin 2015, est effectif.

NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES

Les exercices clos au 31 décembre 2018 et 31 décembre 2017 sont d'une durée de 12 mois.

Les valeurs mobilières de placement ont fait l'objet d'un reclassement de présentation au 31/12/2018, sur une ligne distincte de l'actif du bilan et du tableau de flux de trésorerie afin d'être en adéquation avec la réglementation comptable en la matière. Afin de donner une information comparable entre l'année 2017 et l'année 2018, ce même reclassement de présentation a été opéré au 31/12/2017.

NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le tableau ci-après présente le périmètre de consolidation ainsi que la méthode de consolidation retenue pour les comptes consolidés.

Filiales	31-déc-18		31-déc-17		Date de clôture	Méthode retenue
	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts		
MGF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Unika Multimédia	100,00%	100,00%	95,00%	95,00%	31.12	I.G.
Agorus	99,97%	99,97%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
D2 Diffusion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
MGF Hong Kong	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
PCA France	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Halterrego	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Acheternet	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.

La société HALTERREGO, détenue à 100% par la société PCA FRANCE, a été dissoute sans liquidation au profit de la société PCA FRANCE en date du 31/07/2018, avec un effet fiscal rétroactif au 01/01/2018.

Il convient de noter que la société TECHNI CINE PHOT, bien que filiale à 100% de la société WE.CONNECT (apportée par TECHNILINE lors de la fusion absorption et provisionnée à 100% dans les comptes individuels de TECHNILINE), a été exclue du périmètre de consolidation au motif que cette société est en liquidation judiciaire par jugement en date du 6 août 2014.

NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 Chiffre d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

Produits exploitation (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Ventes France	109 347 723	83 931 242
Ventes Export	11 910 590	9 496 466
Frais de ports	776 718	249 926
Total Chiffres d'affaires	122 035 032	93 677 634
Transferts de charges et autres produits	150 378	303 643
Subvention d'exploitation	2 000	2 000
Total Autres produits	152 378	305 643
Total Produits d'exploitation	122 187 410	93 983 277

Les ventes de marchandises export sont principalement des ventes vers les DOM-TOM (Martinique, Guadeloupe).

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements d'assurance dans le cadre de l'assurance-crédit sur les créances devenues irrécouvrables.

6.2 Achats consommés et frais accessoires

6.2.1 Détail des achats consommés et des frais accessoires

Les achats de marchandises et de matières premières ont évolué comme suit :

Achats et frais accessoires (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Achat de marchandises et matières premières	113 741 889	85 855 414
Variation des stocks	(5 976 144)	(4 596 731)
Frais accessoires et transport sur achats	396 547	460 977
Frais de transport sur ventes	678 380	524 383
Total Achats et frais accessoires	108 840 673	82 244 043

6.2.2 Marge brute sur ventes de marchandises

La marge brute sur les ventes de marchandises a évolué comme suit :

Marge brute commerciale sur ventes (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Ventes de marchandises	122 035 032	93 677 634
Achats de marchandises et frais accessoires	(108 840 673)	(82 244 043)
Marge brute sur ventes (en €)	13 194 359	11 433 591
Taux de marge brute commerciale	10,8%	12,2%

6.3 Services extérieurs

Les services extérieurs se composent des éléments suivants :

Services extérieurs, fournitures et consommables (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Locations immobilières	545 388	355 027
Locations mobilières	19 792	173 903
Entretiens et maintenances	47 250	131 830
Assurances	125 330	88 741
Honoraires et études	709 545	430 567
Publicité	182 978	682 865
Voyages, missions et réceptions	595 009	518 229
Poste et télécommunications	103 738	83 039
Services bancaires	221 227	182 542
Fournitures diverses	168 412	109 241
Autres frais administratifs	104 378	150 134
Total Services extérieurs	2 823 047	2 906 118

6.4 Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont évolué comme suit :

Impôts et taxes (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Taxes assises sur les salaires	44 316	47 850
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	213 376	103 275
CFE et CVAE	122 158	168 429
Taxes foncières	89 704	241 982
Autres taxes	9 093	25 449
Total Impôts et taxes	478 647	586 985

6.5 Charges de personnel

6.5.1 Détail de la charge de personnel

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

Frais de personnel (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Salaires et traitements	3 081 821	2 491 857
Charges sociales	1 096 655	910 780
Engagement retraite	25 998	41 731
CICE	(113 790)	(110 102)
Total Frais de personnel	4 090 684	3 334 266

6.5.2 Effectif

L'effectif du groupe a évolué comme suit :

Détail des effectifs du groupe	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Cadres	10	11
Employés et Ouvriers	77	68
Effectifs du groupe à la clôture	87	79
<i>Effectifs moyen du groupe sur la période</i>	<i>78</i>	<i>78</i>

L'ensemble de l'effectif du Groupe est situé en France, à l'exception de 6 salariés basés en Chine.

6.6 Dotations nettes aux amortissements et provisions

La variation nette des reprises et dotations aux amortissements et provisions s'analyse comme suit :

Dotation nette aux amortissements et provisions (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (Note 8.1)	0	0
Dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	0	0
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (Note 8.2)	(174 689)	(263 480)
Variation de la provision pour dépréciation des stocks (Note 8.4)	(334 692)	(427 508)
Variation de la provision pour risques et charges d'exploitation (Note 8.12) - hors retraite	(18 182)	78 345
Variation de la provision pour dépréciation des créances (Note 8.6)	0	(37 808)
Total Dotations nettes aux amortissements et provisions	(527 563)	(650 451)

6.7 Résultat financier

6.7.1 Détail du résultat financier

Le résultat financier a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat financier (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Intérêts et produits financiers	267 486	139 631
Plus values de cession titres de placement	656 465	288 687
Différences positives de changes	0	220 081
Reprise de provision sur titres de placement	0	0
Total des produits financiers	923 951	648 399
Intérêts et charges financières	329 189	109 564
Moins value de cession titres de placement	423 426	108 343
Différences négatives de changes	71 264	0
Dotation à la provision sur titres de placement	0	0
Total des charges financières	823 879	217 907
Résultat financier	100 072	430 491

Les produits et charges financières sont principalement composés des plus et moins-values sur cessions des titres de placement court terme ainsi que des différences de changes.

6.7.2 Comptabilisation des escomptes financiers

Il est à noter que les escomptes obtenus pour paiements rapides étaient jusqu'en 2012 comptabilisés en produits financiers. Compte tenu que sur les fournisseurs concernés, ils sont appliqués de manière récurrente et systématique, il a été logiquement décidé que ces escomptes représentent, dorénavant, un vrai produit d'exploitation pour le groupe. En conséquence, les escomptes obtenus pour paiement rapide au titre de l'exercice 2018 ont été comptabilisés en moins du poste achats. Ils ont représenté 267.764 euros au titre de cet exercice (228.734 euros au titre de l'exercice 2017).

6.7.3 Ecart de change

La société WE.CONNECT a appliqué le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017. Ainsi, selon ce nouveau règlement, les résultats de change réalisés sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

6.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat exceptionnel (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Produits de cession d'immobilisation	27 600	272 300
Autres produits exceptionnels	336 839	922 013
Reprises aux provisions exceptionnelles	0	0
Total des produits exceptionnels	364 439	1 194 313
Valeur nette comptable des éléments cédés (Note 7.2)	19 670	11 762
Autres charges exceptionnelles	701 619	414 513
Dotations aux provisions exceptionnelles	0	0
Total des charges exceptionnelles	721 289	426 275
Résultat exceptionnel	(356 850)	768 038

Il convient de noter que le poste « Autres produits exceptionnels » est composé à hauteur de 280.333 euros de l'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'augmentation de capital réalisée chez UNIKA MULTIMEDIA.

Le poste « Autres charges exceptionnelles » est composé pour 526.969 euros de dons.

6.9 Impôts sur les sociétés

Preuve d'impôt en Euros (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Résultat courant avant impôts	5 020 524	4 399 687
Résultat exceptionnel	(356 850)	768 037
	4 663 674	5 167 724
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
Impôt théorique	1 554 403	1 722 402
Impôt courant	364 735	541 967
Impôt différé	(42 214)	(7 995)
Impôt réel	322 521	533 972
Taux d'impôt réel	6,92%	10,33%
Ecart sur IS	(1 231 881)	(1 188 430)
Ecart sur taux	26,41%	23,00%
Détail		
Ecart de taux	(106 032)	(89 784)
Effets des différences permanentes	(895 676)	(829 331)
Effets du traitement des dons	(146 792)	(178 905)
Crédit d'impôt (CICE & CIR)	(83 381)	(90 411)
Total	(1 231 881)	(1 188 430)

Le Groupe ne dispose pas de différences temporaires déductibles et crédit d'impôt non utilisés n'ayant pas fait l'objet de comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2018.

Compte tenu des critères d'éligibilités au taux d'IS à 28% à partir de l'exercice 2018, nous avons décidé de conserver un taux de 33,33% actuellement en vigueur pour 2017, 2018 et 2019 pour le calcul des impôts différés. L'effet d'un changement de taux de 33,33% à 28% a, de plus, été jugé non significatif.

6.10 Résultat par action

Le résultat par action, qui se présente comme suit, a été déterminé conformément à l'avis OEC n° 27 :

Résultat net par action (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Résultat net (part du groupe)	4 341 153	4 641 131
Nombre d'actions	2 736 922	2 736 922
Résultat net par actions	1,59	1,70
Résultat courant (après impôt sur les sociétés)	4 698 003	3 865 715
Nombre d'actions	2 736 922	2 736 922
Résultat courant par actions	1,72	1,41

NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

7.1 Immobilisations incorporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations incorporelles :

Immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2017	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2018
Ecart acquisition Techniline	1 706 000				1 706 000
Ecart acquisition Halterrego	26 662				26 662
Ecart acquisition Acheternet	176 390				176 390
Ecart acquisition D2 Diffusion			242 578		242 578
Fonds de commerce	25 000				25 000
Logiciels concessions et droits similaires	59 306				59 306
Autres Immobilisations incorporelles	7 622				7 622
Valeur brute	2 000 980	0	242 578	0	2 243 558
Amortissements	40 433	0	0	0	40 433
Valeur Nette	1 960 547	0	242 578	0	2 203 125

Dans le cadre de la reprise des activités d'UNIKA COMPUTER en novembre 2006 via la création de la société UNIKA MULTIMEDIA, il a été reconnu à l'actif un fonds de commerce non amorti pour 25 000 €.

Comme décrit dans la « Note 2 », un écart d'acquisition a été constaté dans les présents comptes consolidés du fait de l'acquisition inversée de la société TECHNILINE.

Par ailleurs, l'acquisition des sociétés HALTERREGO et ACHETERNET au cours de l'année 2017 a généré de nouveaux écarts d'acquisition.

Enfin, une augmentation du capital social de 700.000 euros chez D2 DIFFUSION (approuvée lors d'une AGM en date du 27/06/2018) a généré un nouvel écart d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe sont principalement constituées de licences et logiciels informatiques. Ces immobilisations ont une durée d'utilité déterminée et sont donc amorties. Aucune de ces immobilisations n'est soumise à restriction.

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2017	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2018
Ecart acquisition / Fonds de commerce	0				0
Logiciels concessions et droits similaires	40 433				40 433
Autres Immobilisations incorporelles	0				0
Amortissements	40 433	0	0	0	40 433

7.2 Immobilisations corporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations corporelles :

Immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2017	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2018
Agencements et installations	692 648		1 667		694 315
Matériel de transport	561 688		79 218	93 284	547 622
Matériel et outillage	490 593			375 261	115 332
Matériel de bureau et informatique	57 188				57 188
Autres immobilisations corporelles	117 500				117 500
Valeur brute	1 919 617		80 885	468 545	1 531 957
Amortissements	1 239 987		174 977	324 074	1 090 890
Valeur Nette	679 630				441 067

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations corporelles :

Amortissement des immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2017	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2018
Agencements et installations	568 680		11 362		580 042
Matériel de transport	199 944		128 651	73 614	254 981
Matériel et outillage	364 691		4 904	250 171	119 424
Matériel de bureau et informatique	56 227		24 360		80 587
Autres immobilisations corporelles	50 445		5 700	289	55 856
Amortissements	1 239 987		174 977	324 074	1 090 890

7.3 Prêts et autres immobilisations financières

Prêts et autres immobilisations financières (en €)	31 déc. 2017	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc. 2018
Prêts au personnel	83 385		71 700	46 424	108 661
Prêts à des tiers	424 066			137 075	286 991
Dépôts et cautionnement	394 320			7 500	386 820
Garantie prêt BPI	100 000		100 000		200 000
Titres et prêts SCI Sonsara	507 000		8 280		515 280
Titres et compte courant SCI Libail	2 034 581		949 228		2 983 809
Titres ICD Brand			950		950
Prêts et autres immobilisations financières	3 543 353		1 130 158	190 999	4 482 512

i) Au 31 décembre 2006, un prêt à la SCI SOLARIS a été consenti dans le cadre de la cession en décembre 2006 de cette SCI dans laquelle le groupe avait investi début 2006 et qui correspond au montant des comptes courants

initiaux du groupe dans cette SCI. Ce prêt a été remboursé à hauteur de 242 606 € en 2010. Les intérêts sur ce prêt (au taux de 5%) au titre de 2017 ont été capitalisés pour 7 605 €.

- ii) Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation à hauteur de 10% dans la SCI LIBAIL.
- iii) Au cours de l'exercice 2017, le groupe a pris une participation dans la SCI SONSARA (montant n/s).
- iv) Au cours de l'exercice 2018, le groupe a pris une participation dans la société ICD BRAND (montant n/s).

7.4 Stocks

Les stocks ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Stocks (en €)	31 déc.2017	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc.2018
Valeur brute des stocks	23 318 778		28 759 828	23 318 778	28 759 828
Dépréciation des stocks	3 140 884		1 738 135	3 140 884	1 738 135
Total Stocks	20 177 894		27 021 693	20 177 894	27 021 693

7.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Avances et acomptes versés (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Avances et acomptes versés	189 770	675 677

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

7.6 Créances clients

Les créances clients se décomposent comme suit :

Détail des créances clients (en €)	31 déc.2018	31 déc. 2017
Créances clients	24 288 044	19 469 608
Factures à établir	813 832	485 074
Effets à recevoir	3 620 468	1 835 752
Créances douteuses	23 556	262 233
Total créances clients brutes	28 745 898	22 052 668

L'évolution depuis 2017 des créances clients peut s'analyser comme suit :

Créances clients (en €)	31 déc. 2017	Augmentation	Diminution	31 déc. 2018
Créances brutes	22 052 667	6 693 231		28 745 897
Dépréciation des créances	393 757		262 559	131 198
Total créances nettes	21 658 910	6 693 231	(262 559)	28 614 699

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des clients, les créances détenues sur des tiers échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

Risque de crédit :

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour encours douteux. Ces encours sont estimés par le Groupe créance par créance, en fonction des historiques de perte et de l'environnement économique.

Une perte de valeur (dépréciation des créances douteuses) figure au bilan pour un montant 131.198 au 31/12/2018 (contre 393.757 euros au 31/12/2017).

Cette perte de valeur réversible est évaluée et estimée par rapport au risque de défaillance identifié par créance. Sur l'exercice 2018, les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 333.146 euros en 2018 (contre 53.394 euros en 2017) et sont comptabilisées en autres charges.

7.7 Autres débiteurs

Autres débiteurs (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Créances fiscales (1)	2 663 119	953 666
Charges constatées d'avance (2)	198 760	45 542
Autres créances	4 676 978	948 300
Impôts courant	398 234	403 410
Impôts différés	235 891	860 343
Total Autres débiteurs	8 172 982	3 211 260

(1) Les créances fiscales correspondent essentiellement aux postes de TVA.

(2) Les charges constatées d'avance correspondent principalement au 31/12/2018 aux loyers du 1^{er} trimestre 2019 facturés en décembre 2018.

(3) Le poste « Autres créances » a fortement augmenté au 31 décembre 2018 en raison d'une très forte hausse de l'activité. Ainsi, les avoirs à recevoir auprès des principaux fournisseurs s'élèvent à 3.827.186 euros à fin 2018.

7.8 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres de placement

Trésorerie et équivalents de trésorerie (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Comptes courants bancaires et caisses	13 687 135	15 471 055
Autres (intérêts courus, chèques à encaisser etc.)	2 092 833	2 258 418
Valeurs mobilières de placement	4 119 812	5 429 573
Dépréciation des valeurs mobilières de placement	(10 604)	(10 604)
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 889 176	23 148 443

Les comptes courants bancaires et caisses correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Les placements à court terme sont composés d'actions de sociétés cotées et de comptes à terme. Ils sont valorisés à la valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

Au 31 décembre 2018, le groupe détient 37.223 actions propres valorisées au cours historique à 325 870 euros. Ces titres d'autocontrôle étant classés en valeurs mobilières de placement dans les comptes individuels, ils ne font l'objet d'aucun retraitement dans les comptes consolidés.

7.9 Capital et primes d'émission

Au 31 décembre 2018, le capital de la société mère WE.CONNECT est composé de 2.736.922 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune.

7.10 Réserves

A titre de rappel, les réserves consolidées ont été impactées par l'acquisition inversée au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE (dont la dénomination sociale est devenue WE.CONNECT) et GROUPE UNIKA. Par ailleurs les frais relatifs à l'augmentation de capital ont été imputés dans les comptes individuels de la société WE.CONNECT sur le montant de la prime d'émission / de fusion (pour un montant net d'impôt sur les sociétés).

La réserve de conversion s'applique à la consolidation des comptes de MGF Hong Kong. Les taux de conversion entre l'EURO et l'USD ont été les suivants pour 2018 :

Taux de clôture : 0,8705 euro pour 1 USD

Taux moyen : 0,8471 euro pour 1 USD

7.11 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont relatifs aux actionnaires minoritaires des sociétés UNIKA MULTIMEDIA et D2 DIFFUSION (Note 6). Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

Intérêts minoritaires (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Réserves attribuables aux minoritaires	(8 391)	(8 563)
Résultats attribuables aux minoritaires		(7 378)
Intérêts minoritaires sur réserves	(8 391)	(15 941)

Il convient de noter que des opérations de capital (réduction de capital puis augmentation de capital) ont eu lieu au cours de l'exercice 2018, avec pour effet de réduire à 0 les pourcentages de droits de vote et de droits financiers des actionnaires minoritaires.

7.12 Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

Provisions risques et charges (en €)	31 déc. 2017	Variation de prémière	Augmentation	Diminution	31 déc. 2018
Provisions pour garanties	614 099			4 218	609 881
Provision retraite	166 477		25 998		192 475
Provisions pour litiges sociaux	1 351 900		3 100		1 355 000
Provisions pour litiges commerciaux	695 001				695 001
Autres provisions pour risques	794 605		24 600	692 705	126 500
Total Provisions	3 622 082		53 698	696 923	2 978 857

La provision pour garanties concerne les coûts de garanties données aux clients sur les produits vendus. Elle concerne principalement des coûts de main d'œuvre et des frais de transport dans la mesure où les produits vendus font également l'objet d'une garantie de la part des fournisseurs. Les mouvements de la provision pour garanties sont comptabilisés en « dotations nettes aux amortissements et provisions ».

La provision retraite concerne l'engagement retraite des salariés du Groupe. La variation de cette provision a eu pour conséquence une dotation complémentaire de 25 998 euros en 2018 qui a été comptabilisée en « Frais de personnel ».

L'évolution de la provision pour litiges sociaux au 31/12/2018 concerne des procédures prud'homales en cours engagées (antérieurement à la fusion absorption) par plusieurs anciens salariés du Groupe TECHNILINE pour laquelle la provision a été estimée en fonction du risque et inclut une provision pour les honoraires de l'avocat en charge du dossier.

La provision pour litiges commerciaux correspond à la meilleure estimation du Groupe des coûts qui devront être supportés pour régler les possibles litiges nés d'un défaut qualité sur un produit (coûts de remplacement et pénalité commerciale).

Les autres provisions pour risques ont fait l'objet d'une reprise de provision pour 689 605 euros correspondant à 50% de l'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'acquisition de la société PCA FRANCE. Il convient de noter que cet écart d'acquisition négatif avait déjà fait l'objet d'une reprise à 50% en résultat exceptionnel au titre de l'exercice 2017.

7.13 Dettes auprès des établissements de crédit

Dettes financières (en €)	31 déc. 2017	Augmentation	Diminution	31 déc. 2018
Dettes auprès des établissements de crédit	15 005 446	3 000 000	3 940 347	14 065 099
Total Dettes financières	15 005 446	3 000 000	3 940 347	14 065 099

Les dettes financières se détaillent comme suit :

Dettes financières (en €)	Montant total au 31/12/2018	A 1 an au plus	A plus d'1 an Et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	13 685 457	3 228 088	7 578 253	2 879 116
Découverts bancaires	379 642	379 642		
Total Dettes financières	14 065 099	3 607 730	7 578 253	2 879 116

Les dettes auprès des établissements de crédit sont composées des emprunts suivants :

- (1) Crédit club auprès de BPI France en date du 26/06/2017 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 1,42% par an).
- (2) Emprunt auprès d'un pool bancaire (SG/CDN/CE) en date du 30/06/2017 : 8.000.000 euros (durée : 7 ans / taux : Euribor 3 mois + 1,35% par an).
- (3) Crédit club auprès de BPI France en date du 19/09/2016 : 2.000.000 euros (durée : 3 ans / taux : 1,03% par an).
- (4) Emprunt auprès de HSBC en date du 28/06/2016 : 1.000.000 euros (durée : 48 mois / taux : 1,10% par an).
- (5) Emprunt auprès du CIC en date du 02/08/2016 : 1.000.000 euros (durée : 36 mois / taux : 0,60% par an).
- (6) Emprunt auprès du CRCA en date du 24/08/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,63% par an).
- (7) Emprunt auprès de la SG en date du 15/09/2016 : 1.000.000 euros (durée : 36 mois / taux : 0,73% par an).
- (8) Emprunt auprès de la CE en date du 17/10/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,80% par an).
- (9) Emprunt auprès du CRCA en date du 14/09/2018 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,60% par an).
- (10) Emprunt auprès de BPI France en date du 31/07/2018 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 0,90% par an).

7.14 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes aux fournisseurs et aux comptes rattachés ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Fournisseurs et comptes rattachés (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Dettes fournisseurs	43 634 516	16 858 646
Effets à Payer		1 587 545
Factures non parvenues	2 434 773	2 829 651
Total Fournisseurs et comptes rattachés	46 069 289	21 275 842

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des fournisseurs, les dettes échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

7.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Dettes fiscales et sociales (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Personnel et comptes rattachés	229 443	269 627
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	462 580	436 930
Taxe sur la valeur ajoutée	1 193 943	868 941
Autres charges fiscales à payer	143 174	85 589
Impôts sur les sociétés	250 671	306 685
Total Dettes fiscales et sociales	2 279 810	1 967 771

Le poste « Personnel et comptes rattachés » correspond principalement aux provisions pour congés payés ainsi qu'aux provisions pour primes.

7.16 Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Autres Dettes (en €)	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Clients créditeurs (1)	1 647 786	948 637
C/C Actionnaires	0	279 740
Produits constatés d'avance	0	13 548
Ecart de conversion passif	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	380 330	3 552
Impôt différé passif	433 333	433 333
Autres créditeurs	251 172	252 409
Total Autres dettes	2 712 621	1 931 218

(1) Les clients créditeurs correspondent essentiellement à des avoirs à établir relatifs à des remises de fin d'année pour certains clients de la grande distribution.

Les produits constatés d'avance correspondent à des extensions de garantie vendues avec certains produits et qui sont reconnus en chiffre d'affaire au prorata temporis.

NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Contrats de location financement

Aucun contrat de location financement n'a été conclu au cours de l'année 2018 ou dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'année 2018.

8.2 Autres engagements hors bilan

➤ Engagements reçus :

La société MGF a reçu les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements reçus	31 déc. 2018
Palatine	Crédocs	162 070
Total	Total	162 070

➤ Engagements donnés :

La société MGF a donné les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements donnés	31 déc. 2018
Palatine	Caution	145 000
Total	Total	145 000

8.3 Opérations sur instruments financiers à terme

La société MGF a effectué les opérations sur instruments financiers à terme suivantes avec les banques Crédit Agricole et Crédit du Nord :

Date de conclusion	Date d'échéance	Type	Achat / vente	Montant	Devise	Banque	Devise
25-sept-18	15-mars-19	Option achat à terme	Achat	200 000	USD	Crédit Agricole	€
19-nov-18	18-juin-19	Option achat à terme	Achat	250 000	USD	Crédit du Nord	€
19-nov-18	18-juin-19	Option achat à terme	Achat	250 000	USD	Crédit du Nord	€
19-nov-18	17-juil-19	Option achat à terme	Achat	250 000	USD	Crédit du Nord	€
19-nov-18	18-juin-19	Option achat à terme	Achat	250 000	USD	Crédit du Nord	€
19-nov-18	01-août-19	Option achat à terme	Achat	250 000	USD	Crédit du Nord	€
19-nov-18	20-nov-19	Option achat à terme	Achat	470 000	USD	Crédit du Nord	€

8.4 Information sur les parties liées

Relation entre la société mère et ses filiales :

Les relations entre la société mère WE.CONNECT et ses filiales sont des relations classiques entre une société holding et des filiales opérationnelles, qui sont conclues à des conditions normales de marché. Aussi, certains services communs aux filiales, tel que la Direction Générale et la Direction juridique ont été transférés sur la Société mère qui refacture des prestations de services (de nature administrative, comptable, marketing ...) à ses filiales. Ces prestations de services sont calculées selon des clés de répartition qui sont déterminées pour chaque service, en fonction de leur utilisation des services communs.

Relation entre la société et LIBAIL :

Le Groupe a cédé en décembre 2010 à la société LIBAI, ayant un mandataire social commun avec le Groupe, le terrain et le bâtiment du site de Croissy-Beaubourg et a signé un contrat de location des locaux auprès de cette société. Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation de 10% dans le capital de cette société.

Les soldes figurant au bilan et au compte de résultat sont les suivants au 31/12/2018 :

- Titres de participation : 100 euros
- Comptes courants : 2 983 809 euros
- Dépôts de garantie (loyers) : 236 550 euros
- Charges de loyers : 537 948 euros

8.5 Dividendes

La société WE.CONNECT a versé à ses actionnaires un dividende de 684 231 euros au cours de l'exercice 2018.

8.6 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au terme de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016, les actionnaires ont voté (7^{ème} résolution) une autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution d'actions gratuites.

Le Conseil d'Administration du 17 septembre 2016 a arrêté les dispositions du plan d'attribution d'actions gratuites par émission d'actions nouvelles.

Ainsi, un Conseil d'Administration, qui s'est tenu en date du 15/09/2017, a autorisé l'augmentation de capital par incorporation de réserves aux fins de l'attribution d'actions gratuites de 7.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5,23 euros.

8.7 Evènements postérieurs

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à porter à la connaissance des actionnaires.

8.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à :

En euros	31-déc-18		31-déc-17	
	PwC	ISH Audit / CB Audit / Contrôle Audit Conseil	PwC	ISH Audit / Arpèges Auditeurs / CB Audit
Audit				
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	51 675	37 296	63 262	13 150
Emetteur	30 804	20 000	39 761	0
Filiales	20 871	17 296	23 501	13 150
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0	0	0
Emetteur	0	0	0	0
Filiales	0	0	0	0
Sous-total	51 675	37 296	63 262	13 150
Autres prestations				
- Juridique, fiscal, social	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0
TOTAL	51 675	37 296	63 262	13 150